



Bonjour,

Le mois de novembre s'est terminé avec un lot impressionnant de mauvaises nouvelles. Au Canada, le chômage est reparti à la hausse. Les Américains se préparent à des fêtes moins réjouissantes, leurs dépenses prévues pour décembre diminuant considérablement par rapport aux années précédentes en raison de l'inflation. Outre-Atlantique, la croissance européenne est au point mort, et elle devrait le demeurer un bon bout de temps. En Grande-Bretagne, la croissance prévue pour 2024 et 2025 est désormais anticipée à être deux fois plus faible que prévu initialement. En Chine, la gravité de la crise immobilière suscite des inquiétudes au point que le gouvernement craint désormais une crise de confiance susceptible de déclencher des troubles politiques au sein de la population.

Bonne lecture !



CAD

En novembre, la paire de devises USDCAD a chuté de 1.3874 à 1.3562. À la fin du même mois, le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, a suggéré que les taux d'intérêt pourraient avoir atteint leur point culminant, citant une consommation stagnante dans le pays et une perspective de croissance économique faible pour de nombreux trimestres à venir. La Banque du Canada (BdC) a relevé son taux directeur à dix reprises entre mars de l'année dernière et juillet 2023, atteignant ainsi un pic de 5%, un niveau inédit depuis 22 ans. Quant au taux d'inflation, qui avait dépassé les 8% l'an dernier, il est revenu à 3.1% en octobre. Cela étant, il demeure supérieur à l'objectif de 2% fixé par la Banque.

Le taux de chômage a atteint 5.7% en octobre, alors qu'il avait été de 5.5% le mois précédent. C'est que les opportunités d'emploi sont devenues moins abondantes dans une économie plombée par des taux d'intérêt élevés ; l'économie canadienne n'a créé qu'un modeste 18 000 emplois en octobre, selon Statistique Canada. « Même si la création d'emplois paraît anémique, il ne faut pas s'y tromper : la situation sous-jacente du marché du travail s'améliore », estime Douglas Porter, l'économiste en chef de la Banque de Montréal. L'emploi a ainsi crû dans la construction, l'information ainsi que la culture et les loisirs, mais cette augmentation a été compensée par des baisses dans le commerce de gros et de détail ainsi que dans le secteur manufacturier.

Néanmoins, l'avenir demeure morose, si l'on en croît une récente enquête menée par la BdC auprès de participants au marché financier canadien. La grande majorité d'entre eux pensent que le produit intérieur brut (PIB) du Canada connaîtra une croissance inférieure ou voisine de 1% en 2023 et en 2024. Et ce, pour trois raisons principales : les ménages vont être écrasés par le prochain renouvellement de leur prêt hypothécaire ; ils vont devoir piger comme jamais dans leur épargne pour maintenir la tête hors de l'eau ; et les produits de consommation courante vont demeurer particulièrement dispendieux.



USD

L'indice DXY est passé en novembre de 106.67 à 103.51. Ce recul découle en partie du rythme modeste qu'a connu l'activité économique américaine durant le mois de novembre : l'indice PMI S&P Global Composite a affiché le mois dernier un niveau stable, à 50.7. À noter que l'indice PMI manufacturier a affiché une contraction, à 49.4, tandis que l'indice PMI des services a, lui, connu une expansion, à 50.8. (Un score inférieur à 50 indique une contraction de l'activité alors qu'un score supérieur à 50 dénote une expansion.)

Les prix à la consommation aux États-Unis ont augmenté de 3.2% en octobre, une amélioration par rapport à la hausse de 3.7% le mois précédent et le chiffre le plus bas depuis mars 2021. « Il s'agit là d'un vrai progrès, mais pas d'un progrès suffisant pour parler maintenant d'une inflation modérée », dit Michael Pugliese, économiste principal chez Wells Fargo. De fait, Thomas Barkin, le président de la Réserve fédérale (Fed) de Richmond, a publiquement déclaré qu'il ne croyait pas que l'inflation était sur une « pente douce » vers l'objectif de 2% que s'est fixé la Fed. Il a salué le progrès enregistré, mais souligné dans un même souffle qu'il fallait sûrement « en faire davantage » pour brider la demande des consommateurs et l'inflation.

D'ores et déjà, nombre de détaillants américains anticipent un « mauvais Noël » pour eux. Lowe's, Kohl's et Best Buy ont annoncé des ventes en baisse au cours du troisième trimestre, conduisant à une révision à la baisse de leurs prévisions de ventes annuelles. « La demande est devenue inégale et difficilement prévisible », a reconnu Corie Barry, la PDG de Best Buy. C'est bien simple, les titres boursiers des entreprises du S&P 500 présentes dans le secteur de la consommation discrétionnaire sont globalement à la baisse, ces derniers temps. D'ailleurs, Walmart, qui fait office de baromètre de l'industrie, a prévenu qu'il s'attendait à des dépenses de consommation « prudentes » à l'occasion des Fêtes de fin d'année.



EUR

La paire EURUSD a vu sa valeur grimper en novembre, de 1.0564 à 1.0886. Le PIB de la zone euro a affiché une modeste augmentation de 0.1% d'une année à l'autre au cours du troisième trimestre 2023, marquant ainsi la performance la plus faible depuis les contractions de 2021. Pour l'ensemble de 2023, la croissance de la zone euro ne devrait être que de 0.6%, selon une enquête de Reuters. L'Allemagne, souvent présentée comme le moteur économique de l'Europe, souffre particulièrement : son PIB devrait connaître cette année un recul de 0.5%.

« L'Europe a connu une année de croissance nulle et se dirige vers une année au cours de laquelle les politiques monétaires et budgétaires sont conçues pour freiner la croissance », dit Erik Nielsen, conseiller économique d'UniCredit, en martelant que 2024 sera fort probablement « une autre année perdue ».

De fait, les perspectives à moyen terme semblent moroses. La population européenne en âge de travailler est appelée à vite diminuer, alors même que les gains en productivité sont d'ores et déjà faibles. Nombre d'entreprises se plaignent du poids croissant de la bureaucratie, qui les rend moins compétitives. Ou encore, le désamour pour l'euro semble s'accroître, à l'image notamment des conservateurs tchèques qui ont bloqué en novembre l'adoption de la monnaie européenne pour leur pays, laquelle devait se produire en 2024.

Résultat? La Commission européenne n'est guère optimiste pour l'avenir, ne voyant qu'une croissance économique d'au mieux 1.2% pour chacune des cinq prochaines années. Et ce, en grande partie pour des raisons démographiques, de baisse continue de la productivité et d'inflation persistante.

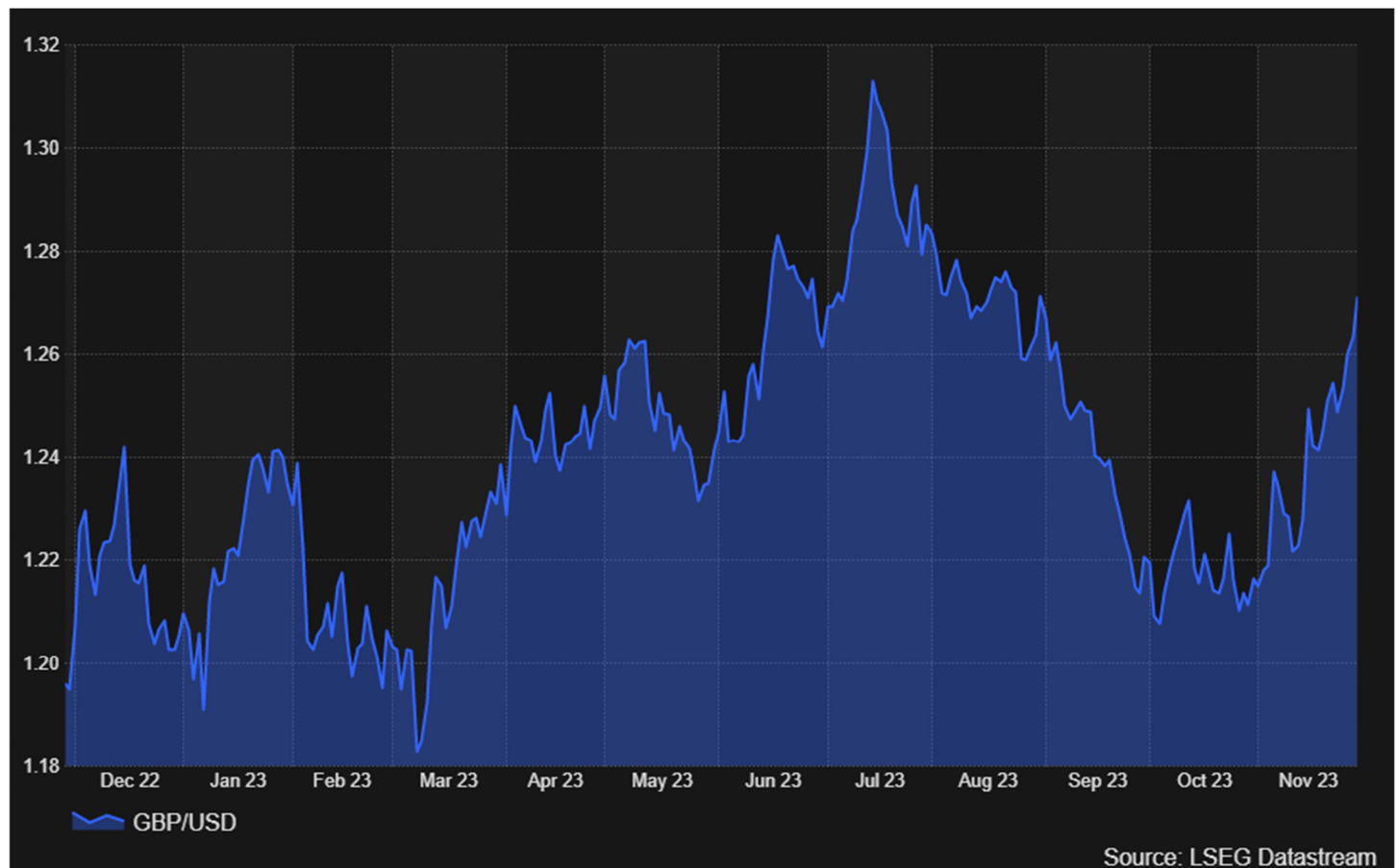


GBP

Au cours du mois de novembre, la paire GBPUSD a vu sa valeur croître, de 1.2155 à 1.2622. Il s'agit là d'un sommet de douze semaines, dû en grande partie à l'amélioration de la confiance des consommateurs et des perspectives commerciales prometteuses, en dépit de la menace d'une possible récession économique. En novembre, Jeremy Hunt, le ministre des Finances, a annoncé des réductions d'impôts pour les travailleurs et différentes incitations à l'investissement pour les entreprises dans sa mise à jour budgétaire d'automne. Néanmoins, certains accusent les conservateurs d'utiliser les baisses d'impôts pour séduire les électeurs britanniques à un an des élections.

De plus, certains points viennent tempérer l'actuel regain d'optimisme. Les mesures de relance budgétaire proposées par le ministre des Finances augmentent la probabilité que la Banque d'Angleterre retarde la baisse des taux d'intérêt. D'ailleurs, Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, a lui-même déclaré que les risques étaient maintenant « à la hausse » d'assister à une prochaine hausse du taux directeur de la banque centrale. Qui dit relance de la consommation dit pression sur les prix à la consommation. Aussi, Catherine Mann, responsable politique de la Banque d'Angleterre, l'a clairement énoncé : « La perspective d'une inflation encore plus persistante qu'auparavant implique la nécessité d'une politique monétaire encore plus stricte », a-t-elle dit.

Par ailleurs, l'économie britannique devrait connaître une croissance beaucoup plus lente que prévu au cours des deux prochaines années, car l'inflation mettra plus de temps à baisser, estime l'Office pour la responsabilité budgétaire (OBR), qui est indépendant du gouvernement. Selon l'organisme de surveillance, le Royaume-Uni connaîtra une faible croissance de 0.6% cette année, mais surtout, il a réduit ses prévisions de croissance à seulement 0.7% en 2024 et à 1.4% en 2025, en chute libre par rapport à ses prévisions précédentes de respectivement 1.8% et 2.5%, effectuées il y a de cela six mois.



CNY

Le mois dernier, la paire USDCNY est passée d'une valeur de 7.3158 à 7.1360. Pour un troisième mois consécutif, les bénéfices des entreprises industrielles chinoises ont connu une progression, de 2.7% en octobre, après des hausses en septembre et en août de 11.9% et 17.2% respectivement, selon les données du Bureau national des statistiques (BNS). Cela étant, sur les dix premiers mois de 2023, leurs profits ont globalement enregistré une chute de 7.8% par rapport à la même période de l'année précédente. L'économie chinoise a du mal à se relancer depuis la pandémie de Covid-19. Elle est confrontée à plusieurs freins, comme la crise de l'immobilier et le ralentissement de la demande occidentale en raison de l'inflation et de tensions géopolitiques, en particulier avec les États-Unis.

Jusqu'à présent, la série de mesures de soutien gouvernementales n'a eu qu'un effet « modeste », si bien que le BNS a déclaré que les autorités chinoises gagneraient à « accentuer leurs efforts sur la demande intérieure et sur l'essor des entreprises ». À cet égard, la banque centrale chinoise a appelé, en guise de soutien aux entreprises, à l'émission accrue de prêts, d'obligations et d'actions. Pan Gongsheng, le gouverneur de la Banque populaire de Chine, a expliqué qu'il était « plus important de transformer le mode de croissance économique que de rechercher un taux de croissance élevé », suggérant un besoin urgent de réformes structurelles à moyen et long terme. Pour l'heure, les dirigeants politiques chinois semblent s'atteler à la résorption de la crise immobilière. Ils ont récemment intensifié la pression sur les banques pour combler un déficit estimé à 446 milliards USD en financement nécessaire pour stabiliser le secteur et livrer des millions de logements inachevés. « Garantir que les habitations inachevées soient bientôt livrées est crucial, il en va de la confiance des gens envers les banques et le gouvernement », explique Lu Ting, économiste de Nomura Holdings, en soulignant qu'aujourd'hui les nouveaux propriétaires en attente de leur bien immobilier sont carrément « au bord de la panique ».



PÉTROLE

En novembre, le prix du baril de pétrole West Texas Intermediate (WTI) a subi une chute abrupte en dessous de 80 USD en raison du report imprévu de la réunion de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et de dix autres pays producteurs, dont la Russie. Les membres étaient aux prises avec des désaccords significatifs concernant leurs objectifs de production à court et moyen termes. Outre l'offre, le marché est préoccupé par la demande depuis plusieurs semaines, sur fond de ralentissement économique mondial.

Cela étant, des signes pouvant laisser espérer une certaine reprise apparaissent ici et là, à l'image de l'Inde. C'est qu'après quatre mois de baisse, les importations indiennes de pétrole brut ont crû en octobre de 5.9% d'un mois à l'autre, à 18.5 millions de tonnes métriques, selon les données de la Cellule de planification et d'analyse du pétrole (PPAC). Cette hausse est surtout due à l'appréciation de la demande intérieure, l'activité industrielle indienne étant habituellement accrue à l'approche des Fêtes.

La part de l'OPEP dans les importations indiennes de pétrole a atteint en octobre son plus haut niveau en dix mois. Les raffineurs ont acheté davantage de brut en provenance d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. L'Inde s'était massivement procuré du brut auprès de la Russie alors que cette dernière avait besoin de fonds pour financer la guerre en Ukraine ; elle avait importé un pic de 2 millions de barils par mois au début de 2023.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

2024, une mauvaise année pour la Suède?

La Suède est l'un des pays d'Europe les plus durement frappés par la crise économique, mais surtout, il devrait être celui qui s'en remettra le plus difficilement. Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, la Suède devrait voir son produit intérieur brut (PIB) reculer de 0.2% en 2024, et elle devrait être le seul pays européen à être en récession cette année-là. Elle ne renouerait avec la croissance qu'en 2025, avec un PIB en progression de 1.3%. L'explication est simple : nombre de ses indicateurs économiques sont au rouge et devraient le demeurer pendant de longs trimestres, à l'image notamment de son taux de chômage, qui est aujourd'hui de 7.6% et qui devrait croître d'un point de pourcentage l'an prochain.

Source: Les Échos

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-suede-devrait-etre-la-seule-economie-de-lue-a-se-contracter-en-2024-2031463>

Vers un réchauffement climatique de 3 degrés Celsius!

À la veille du sommet environnemental COP28, un rapport du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) montre que les pays signataires de l'Accord de Paris peinent à tenir leurs promesses en matière de réduction des gaz à effet de serre. Résultat? Le monde se dirige droit vers un réchauffement climatique de l'ordre de 3 degrés Celsius d'ici la fin du siècle, par rapport à l'ère préindustrielle. Faute de réaction rapide, cela mènera l'humanité à la catastrophe : notre futur verrait une multiplication des événements climatiques extrêmes, à coups de canicules, d'inondations et d'incendies aussi dévastateurs que meurtriers.

Source : Les Échos

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/sans-reaction-le-monde-se-dirige-vers-un-rechauffement-climatique-de-3-c-2030275>

PROJET AMQ/FINMETRIX - Opportunité Acier

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration!

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX